

De termijn bepaald in het eerste lid wordt eventueel verlengd door het gemeentecollege of het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van de intercommunale.

Voor de graven die vóór 1945 bestonden, wordt eerst een toestemming aangevraagd aan de Directie die binnen het Waalse Gewest bevoegd is voor het funerair erfgoed.

Alleen het gemeentecollege regelt de bestemming van het aan de gemeente toevallend materiaal.”.

**Art. 16.** In artikel L1232-29 van hetzelfde Wetboek, wordt het woord “erfgenamen” vervangen door het woord “rechthebbenden”.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 23 januari 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,  
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
C. DI ANTONIO

—  
Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

*Stukken van het Waals Parlement*, 909 (2013-2014). Nrs. 1 tot 8.

*Volledig verslag*, plenaire zitting van 22 januari 2014.

Bespreking.

Stemming.

—————  
**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2014/200977]

**23 JANVIER 2014. — Décret relatif à la reconnaissance d'un réseau de lutte contre la pauvreté en Wallonie (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

1<sup>o</sup> pauvreté : la situation d'un individu qui ne dispose pas des ressources réputées suffisantes pour vivre dignement dans une société et son contexte, notamment l'insuffisance de ressources matérielles et naturelles affectant la nourriture, l'accès à l'eau potable, les vêtements, le logement, les conditions de vie en général, mais également l'insuffisance de ressources intangibles et relationnelles telles que l'accès à l'éducation, l'exercice d'une activité valorisante, le respect reçu des autres citoyens, le développement personnel;

2<sup>o</sup> appauvrissement : l'appauvrissement constitue un processus de dégradation des conditions de vie, telles que notamment le travail, les revenus, la santé, la déprivation matérielle contrainte, des personnes pouvant conduire celles-ci au basculement progressif dans la pauvreté.

Plus globalement, l'appauvrissement repose sur une privation plus ou moins importante de l'accès aux richesses matérielles, telles que les revenus, le logement, les énergies; aux richesses immatérielles telles que l'enseignement, la culture; aux richesses naturelles telles que les espaces extérieurs, les lieux plus ou moins confinés, les pollutions et aux richesses relationnelles telles que les liens sociaux, les diversités des relations;

3<sup>o</sup> réseau : un ensemble d'entités qui se trouvent réunies par des liens volontaires en vue d'un intérêt commun et d'une interaction concertée;

4<sup>o</sup> pluralisme : système admettant l'existence d'opinions politiques et philosophiques diverses, de comportements culturels et sociaux différents, au sein d'un même groupe organisé dans lequel les acteurs interagissent dans un climat harmonieux et sans volonté d'assimilation.

**Art. 3.** Le présent décret poursuit les objectifs suivants :

1<sup>o</sup> obtenir des changements réels et concrets pour les personnes vivant des situations de pauvreté et d'appauvrissement, et rechercher des solutions durables afin de réduire progressivement la pauvreté sur le territoire de la Wallonie;

2<sup>o</sup> faire participer l'ensemble des acteurs à la réalisation du premier objectif, en accordant une attention toute particulière à la participation des personnes-acteurs vivant en situation de pauvreté et des acteurs qui les accompagnent sur le terrain.

CHAPITRE II. — *De la reconnaissance d'un réseau de lutte contre la pauvreté en Wallonie*

**Art. 4.** Le Gouvernement wallon reconnaît un organisme fédérateur chargé de lutter contre la pauvreté en Wallonie, ci-après nommé le réseau.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Le réseau est reconnu à durée indéterminée par le Gouvernement wallon.

§ 2. Les conditions de reconnaissance du réseau sont les suivantes :

1<sup>o</sup> être constitué sous la forme d'une association sans but lucratif au sens de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;

2<sup>o</sup> avoir son siège d'activité sur le territoire de la Région wallonne;

3<sup>o</sup> avoir pour objet social principal la défense des personnes vivant en situation de pauvreté et/ou d'appauvrissement, ainsi que toute action avec les acteurs intéressés en vue de combattre les processus créateurs de pauvreté et/ou d'appauvrissement;

4<sup>o</sup> compter au moins trois ans d'activités relatives à l'objet social principal;

5<sup>o</sup> comprendre dans son conseil d'administration des représentants d'associations de lutte contre la pauvreté qui favorisent dans leur fonctionnement la participation des populations vivant la pauvreté et/ou l'appauvrissement et des personnes ayant elles-mêmes l'expérience vécue de la pauvreté et/ou l'appauvrissement (experts du vécu);

6<sup>o</sup> attester d'un pluralisme dans le cadre des associations fédérées;

7<sup>o</sup> disposer d'une équipe dont la composition minimale est fixée par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut compléter les conditions de reconnaissance.

**Art. 6.** Par dérogation à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, à dater du 1<sup>er</sup> janvier 2017, une demande de reconnaissance peut être adressée dans les trente jours au Gouvernement par tout autre groupement remplissant les conditions fixées par le présent décret, notamment celles visées à l'article 5, § 2. Cette faculté est ensuite ouverte tous les trois ans.

Cette demande de reconnaissance doit être adressée au Gouvernement par pli recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

A dater de la clôture du dépôt des demandes de reconnaissance, le Gouvernement statue sur celles-ci dans les trente jours.

Si, au terme de l'examen des demandes de reconnaissance, plusieurs associations remplissent, au même titre que le réseau déjà reconnu, les conditions fixées par le présent décret, notamment celles visées à l'article 5, § 2, le Gouvernement procède alors à une sélection effectuée par un jury dont la composition est déterminée par le Gouvernement.

Le jury fonde son avis en comparant la qualité des projets et l'expérience des personnes attachées à la réalisation desdits projets, ainsi que les actions qui en attestent, en regard des missions telles que prévues à l'article 8.

Le jury rend sa décision dans un délai de trente jours. Si le lauréat est le réseau déjà reconnu, celui-ci continue à poursuivre ses missions sur base du plan triennal élaboré en vertu de l'article 10 du présent décret. Si la candidature retenue est celle d'un nouveau groupement, le Gouvernement procède à la reconnaissance de celui-ci, en vertu des règles édictées par le présent décret.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** La reconnaissance peut être suspendue ou retirée par le Gouvernement :

1<sup>o</sup> le Gouvernement peut, selon les modalités qu'il détermine, suspendre, pour une durée de trois mois, renouvelable une fois, la reconnaissance du réseau lorsque les conditions prévues aux articles 5 et 8 ou en vertu de ceux-ci ne sont pas respectées;

2<sup>o</sup> après expiration du délai de suspension, si les conditions visées aux articles 5 et 8 ne sont pas remplies, le Gouvernement peut, selon les modalités qu'il détermine, retirer sa reconnaissance.

§ 2. Un recours contre les décisions de suspension ou de retrait de la reconnaissance peut être introduit conformément aux dispositions du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé.

§ 3. La décision de retrait de la reconnaissance du réseau n'empêche pas une candidature ultérieure à la reconnaissance de ce réseau selon les modalités prescrites à l'article 6 du présent décret.

CHAPITRE III. — *Des missions et du rapport du réseau*

**Art. 8.** Les missions du réseau consistent à :

1<sup>o</sup> fédérer, sur une base volontaire, le monde associatif engagé dans la lutte contre la pauvreté et l'appauvrissement, et contre les inégalités sociales, pour créer les synergies et la représentation utiles à la mission;

2<sup>o</sup> organiser, pratiquer et favoriser la participation des populations qui vivent dans la pauvreté et l'appauvrissement engagées dans une lutte pour un changement collectif durable;

3<sup>o</sup> travailler à la reconnaissance concrète des connaissances et de l'intelligence citoyenne et collective des populations qui connaissent ou ont connu la pauvreté et/ou l'appauvrissement; s'appuyant sur ladite reconnaissance, renforcer la lutte contre la pauvreté, la promotion d'une prospérité partagée et plus de justice sociale;

4<sup>o</sup> formuler des recommandations au Gouvernement wallon, ainsi qu'au Parlement wallon concernant la lutte contre la pauvreté et l'appauvrissement et tenir un rôle de veille active sur le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre desdites recommandations;

5<sup>o</sup> promouvoir, en partenariat avec les pouvoirs publics (notamment avec les C.P.A.S., les Relais sociaux), avec les personnes vivant dans la pauvreté et l'appauvrissement, avec le monde associatif, avec les acteurs économiques et sociaux, une dynamique de lutte contre la pauvreté et l'appauvrissement et favoriser la prospérité partagée par et pour toutes et tous;

6<sup>o</sup> jouer un rôle de sensibilisation, d'information et de formation du grand public et de la société civile.

**Art. 9.** Un rapport d'activités annuel établi par le réseau est transmis au service visé à l'article 12, avant d'être approuvé par le Gouvernement et communiqué pour information au Parlement pour le 30 juin au plus tard.

Le rapport contient un bilan et une description des actions réalisées durant l'année écoulée et est accompagné des pièces justificatives de l'utilisation de la subvention relative à la même période.

**Art. 10.** Dans les deux mois suivant sa reconnaissance et ensuite tous les trois ans, le réseau soumet à l'approbation du Gouvernement un programme d'actions pluriannuel à trois ans détaillant les actions qu'il mènera pour mettre en œuvre les missions visées à l'article 8.

Le Gouvernement procède dans les trente jours à l'approbation de ce programme d'actions pluriannuel à trois ans.

Parallèlement, le réseau peut transmettre au Gouvernement, au même titre que tout autre organisme wallon œuvrant à la lutte contre la pauvreté, des propositions d'orientation de la politique à mettre en œuvre pour lutter contre la pauvreté en Wallonie.

#### CHAPITRE IV. — *Des subventions octroyées au réseau*

**Art. 11.** Dans la limite des crédits budgétaires, le Gouvernement accorde une subvention annuelle au réseau permettant d'assurer les missions visées à l'article 8, et destinée à couvrir :

1° les frais de personnel;

2° les frais de fonctionnement.

Le Gouvernement fixe les modalités, montants et conditions d'octroi et de justification de la subvention.

Le réseau peut percevoir d'autres subventions couvrant des activités complémentaires ou exceptionnelles pour renforcer l'efficacité des actions contenues dans le présent décret, pour travailler sur des actions transversales liées à l'interaction entre les différents niveaux de pouvoirs, pour concrétiser d'autres actions qu'il développe pour atteindre l'objectif de lutte contre la pauvreté et l'appauvrissement.

Le réseau peut percevoir une cotisation de ses membres.

**Art. 12.** Le Gouvernement désigne le service chargé d'assurer l'accompagnement et le suivi financier des missions du réseau.

#### CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires*

**Art. 13.** Première reconnaissance d'un réseau

Par dérogation à l'article 6, dès l'entrée en vigueur du présent décret, les demandes de reconnaissance peuvent être adressées dans les quinze jours au Gouvernement par tout groupement remplissant les conditions fixées par le présent décret, notamment celles visées à l'article 5, § 2.

Ces demandes de reconnaissance doivent être adressées au Gouvernement par pli recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

A dater de la clôture du dépôt des demandes de reconnaissance, le Gouvernement statue sur celles-ci dans les trente jours et procède à la reconnaissance d'un réseau.

Toutefois, si au terme de l'examen des demandes de reconnaissance, plusieurs associations remplissent les conditions fixées par le présent décret, notamment celles visées à l'article 5, § 2, le Gouvernement procède alors à une sélection effectuée par un jury dont la composition est déterminée par le Gouvernement.

Le jury fonde son avis en comparant la qualité des projets et l'expérience des personnes attachées à la réalisation desdits projets, ainsi que les actions qui en attestent, en regard des missions telles que prévues à l'article 8.

Le jury rend sa décision dans un délai de trente jours. A dater de cette décision, le Gouvernement procède à la reconnaissance d'un réseau.

**Art. 14.** Le présent décret entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 23 janvier 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

—————  
Note

(1) *Session 2013-2014.*

*Documents du Parlement wallon*, 920 (2013-2014). N<sup>os</sup> 1 à 3.

*Compte rendu intégral*, séance plénière du 22 janvier 2014.

Discussion.

Vote.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/200977]

## 23 JANUARI 2014. — Decreet betreffende de erkenning van een netwerk armoedebestrijding in Wallonië (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit decreet regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° armoede : de situatie van een persoon die niet over voldoende bestaansmiddelen beschikt om een waardig bestaan te leiden in een maatschappij en haar context, namelijk onvoldoende materiële en natuurlijke middelen zoals het voedsel, de toegang tot drinkbaar water, de kleding, de huisvesting, de algemene levensomstandigheden, maar ook het tekort aan immateriële en relationele middelen zoals de toegang tot onderwijs en scholing, de uitoefening van een waardevolle werkzaamheid, het respect van de andere burgers, de persoonlijke ontwikkeling;

2° verarming : de verarming bestaat uit een beschadigingsproces van de levensomstandigheden, zoals namelijk het werk, de inkomsten, de gezondheid, de gedwongen materiële ontbering, mensen die hen geleidelijk tot armoede leiden.

In het algemeen berust de verarming op een min of meer grote ontbering van de toegang tot de materiële welvaart zoals de inkomsten, de huisvesting, de energieën; tot de immateriële welvaart zoals het onderwijs, de cultuur; tot de natuurlijke rijkdommen zoals de buitenruimtes, de min of meer afgezonderde plaatsen, de vervuilingen en tot de relationele welvaart zoals de sociale banden, de diversiteiten van de relaties;

3° netwerk : een geheel van entiteiten die worden verenigd door vrijwillige banden met het oog op een gemeenschappelijk belang en op een gezamenlijke samenwerking;

4° pluralisme : systeem dat het bestaan van verschillende politieke en filosofische overtuigingen, verschillende culturele en sociale gedragen erkent binnen eenzelfde georganiseerde groep waarin de actoren in een harmonieuze sfeer en zonder verlangen naar assimilatie samenwerken.

**Art. 3.** Dit decreet beoogt de volgende doelstellingen :

1° een echte en concrete verandering verkrijgen voor de mensen die in armoede of in verarming leven en naar duurzame oplossingen zoeken om de armoede op het Waalse gebied geleidelijk te bestrijden;

2° het geheel van de actoren laten deelnemen aan de verwezenlijking van de eerste doelstelling door een bijzondere aandacht te besteden aan de deelname van de mensen-actoren die in armoede leven en van de actoren die hen op het terrein begeleiden.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning van een netwerk armoedebestrijding in Wallonië*

**Art. 4.** De Waalse Regering erkent een bundelend orgaan belast met de armoedebestrijding in Wallonië, hierna het netwerk genoemd.

**Art. 5.** § 1. Het netwerk wordt door de Waalse Regering erkend voor onbepaalde tijd.

§ 2. De erkenningsvoorwaarden van het netwerk zijn de volgende :

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

2° zijn activiteitenzetel op het grondgebied van het Waalse Gewest hebben;

3° de verdediging van de mensen die in armoede en/of in verarming leven als voornaamst maatschappelijk doel hebben alsook iedere actie met de betrokken actoren om de processen die armoede en/of verarming creëren te bestrijden;

4° ten minste drie jaar tellen van activiteiten betreffende het voornaamste maatschappelijke doel;

5° vertegenwoordigers van verenigingen voor armoedebestrijding in zijn Raad van bestuur meetellen die, in hun werking, de deelname van de door armoede getroffen bevolkingsgroepen en van mensen die zelf armoede en/of verarming hebben ondervonden (ervaringsdeskundigen) bevorderen;

6° een pluralisme aantonen in het kader van de overkoepelde verenigingen;

7° over een ploeg beschikken waarvan de minimale samenstelling door de Regering wordt bepaald.

De Regering kan de erkenningsvoorwaarden aanvullen.

**Art. 6.** In afwijking van artikel 5, § 1, kan, te rekenen vanaf 1 januari 2017, binnen dertig dagen bij de Regering een erkenningsaanvraag ingediend worden door elke andere groep die voldoet aan de voorwaarden van dit decreet, namelijk de voorwaarden bedoeld in artikel 5, § 2. Deze mogelijkheid wordt vervolgens om de drie jaar geopend.

Deze erkenningsaanvraag moet aan de Regering gericht worden bij ter post aangetekend schrijven of op elke wijze waarop een vaststaande datum aan de zending wordt verleend.

Te rekenen vanaf de afsluitingsdatum van het indienen van de erkenningsaanvragen doet de Regering uitspraak erover binnen dertig dagen.

Als verschillende verenigingen, evenals het netwerk dat reeds wordt erkend, aan de bij dit decreet gestelde voorwaarden, namelijk die bedoeld in artikel 5, § 2, voldoen aan het einde van het onderzoek van de erkenningsaanvragen, gaat de Regering over tot de selectie uitgevoerd door een jury waarvan de samenstelling door de Regering bepaald wordt.

De jury formuleert zijn mening door de kwaliteit van de projecten en de ervaring van de mensen belast met de uitvoering van deze projecten alsook de acties die hen aantonen te vergelijken, tegenover de opdrachten zoals bepaald bij artikel 8.

De jury doet zijn uitspraak binnen een termijn van dertig dagen. Als de kandidaat die geslaagd is het al bekende netwerk is, blijft hij zijn opdrachten verder te zetten op grond van het driejarenplan uitgewerkt overeenkomstig artikel 10 van dit decreet. Als de aanvaarde kandidatuur die van een nieuwe groep is, erkent de Regering hem overeenkomstig de regels bepaald bij dit decreet.

**Art. 7.** § 1. De erkenning kan opgeschort of ingetrokken worden door de Regering :

1° de Regering kan, volgens de modaliteiten die ze bepaalt, de erkenning van het netwerk voor een eenmalige hernieuwbare periode van drie maanden opschorten als de voorwaarden vermeld in artikelen 5 en 8 of overeenkomstig die artikelen niet in acht genomen worden;

2° na het verstrijken van de opschortingstermijn kan de Regering, als de voorwaarden bepaald in artikelen 5 en 8 niet nagekomen worden, haar erkenning intrekken volgens de modaliteiten die ze bepaalt.

§ 2. Een beroep tegen de beslissingen tot schorsing, intrekking van de erkenning kan ingediend worden overeenkomstig de bepalingen van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

§ 3. De beslissing tot intrekking van de erkenning van het netwerk gaat niet tegen een latere kandidatuur voor de erkenning van dit netwerk volgens de modaliteiten voorgeschreven in artikel 6 bij dit decreet.

#### HOOFDSTUK III. — *Opdrachten en verslag van het netwerk*

**Art. 8.** De opdrachten van het netwerk bestaan in :

1° het verenigingsleven betrokken bij de bestrijding tegen de armoede en de verarming, en tegen de sociale ongelijkheid bundelen om samenwerkingsverbanden en vertegenwoordiging op te zetten die noodzakelijk zijn voor de opdracht;

2° de deelname organiseren, uitoefenen en bevorderen van de bevolkingsgroepen die in de armoede en verarming leven en die bij de strijd voor een duurzame gezamenlijke verandering betrokken zijn;

3° aan de concrete erkenning van de kennis en de burgerlijke en gezamenlijke intelligentie van de bevolkingsgroepen werken die armoede en/of verarming kennen of hebben gekend; de armoedebestrijding, de bevordering van een gedeelde welvaart en de sociale rechtvaardigheid versterken op grond van deze erkenning;

4° aanbevelingen over de strijd tegen de armoede en de verarming aan de Waalse Regering alsook aan het Waalse Parlement formuleren en een actieve bewakingsrol spelen in de opvolging en de evaluatie van de uitvoering van deze aanbevelingen;

5° een dynamische strijd tegen de armoede en de verarming bevorderen in samenwerking met de overheid (namelijk met de O.C.M.W.'s, de sociale contactpunten), met de mensen die in armoede en verarming leven, met het verenigingsleven, met de sociale en economische actoren en de gedeelde welvaart door en voor iedereen begunstigen;

6° een rol van bewustmaking, inlichting en opleiding van het grote publiek en van de burgerlijke maatschappij spelen.

**Art. 9.** Een jaarlijks activiteitenverslag dat door het netwerk wordt opgemaakt, wordt aan de dienst bedoeld in artikel 12 overgemaakt vóór zijn goedkeuring door de Regering en ter informatie meegedeeld aan het Parlement uiterlijk 30 juni.

Het verslag bevat een balans en een omschrijving van de acties die gedurende het afgelopen jaar uitgevoerd werden en gaat vergezeld van de bewijsstukken van het gebruik van de toelage betreffende dezelfde periode.

**Art. 10.** Binnen twee maanden volgend op zijn erkenning en vervolgens om de drie jaar legt het netwerk ter goedkeuring aan de Regering een meerjarig actieprogramma van drie jaar voor, met omschrijving van de acties die het gaat voeren om de bij artikel 8 bedoelde opdrachten uit te voeren.

Binnen dertig dagen keurt de Regering keurt dit meerjarige actieprogramma van drie jaar goed.

Gelijktijdig kan het netwerk voorstellen voor de oriëntatie van het beleid dat uitgevoerd moet worden om de armoede in Wallonië te bestrijden aan de Regering, evenals aan elke andere Waalse instelling die de armoede bestrijdt, overmaken.

#### HOOFDSTUK IV. — *Toelagen toegekend aan het netwerk*

**Art. 11.** Binnen de perken van de begrotingskredieten kent de Regering het netwerk een jaarlijkse toelage toe die bij artikel 8 bedoelde opdrachten kan waarborgen en bestemd om de volgende kosten te dekken :

1° de personeelskosten;

2° de werkingskosten.

De Regering bepaalt de modaliteiten, de bedragen en de voorwaarden voor de toekenning en de rechtvaardiging van de toelage.

Het netwerk kan andere toelagen ontvangen die uitzonderlijke of aanvullende activiteiten dekken om de in dit decreet bevatte acties doeltreffender te maken, om aan transversale acties i.v.m. de interactie tussen de verschillende beleidsniveaus te werken, om andere acties te concretiseren die hij ontwikkelt om het doel van de armoede- en verarmingbestrijding te bereiken.

Het netwerk kan een bijdrage van zijn leden ontvangen.

**Art. 12.** De Regering wijst de dienst aan die belast wordt met de begeleiding en de financiële opvolging van de opdrachten van het netwerk.

#### HOOFDSTUK V. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 13.** Eerste erkenning van een netwerk

In afwijking van artikel 6 kan iedere groep die aan de voorwaarden van dit decreet voldoet, namelijk de voorwaarden bedoeld in artikel 5, § 2, een erkenningsaanvraag aan de Regering binnen vijftien dagen richten vanaf de inwerkingtreding van dit decreet.

Deze erkenningsaanvragen moeten aan de Regering gericht worden bij aangetekend schrijven of op elke wijze waarop een vaststaande datum aan de zending wordt verleend.

Te rekenen vanaf de afsluitingsdatum van het indienen van de erkenningaanvragen doet de Regering uitspraak erover binnen dertig dagen.

Als verschillende verenigingen evenwel aan de bij dit decreet gestelde voorwaarden, namelijk die bedoeld in artikel 5, § 2, voldoen aan het einde van het onderzoek van de erkenningsaanvragen, gaat de Regering over tot de selectie uitgevoerd door een jury waarvan de samenstelling door de Regering bepaald wordt.



De jury formuleert zijn mening door de kwaliteit van de projecten en de ervaring van de mensen belast met de uitvoering van deze projecten alsook de acties die hen aantonen te vergelijken, tegenover de opdrachten zoals bepaald bij artikel 8.

De jury doet zijn uitspraak binnen een termijn van dertig dagen. Te rekenen vanaf deze beslissing erkent de Regering een netwerk.

**Art. 14.** Dit decreet treedt in werking op de datum van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Namen, 23 januari 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,  
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
C. DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

*Stukken van het Waals Parlement*, 920 (2013-2014). Nrs. 1 tot 3.

*Volledig verslag*, plenaire vergadering van 22 januari 2014.

Bespreking.

Stemming.

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2014/31112]

**31 JANUARI 2014.** — Ministerieel besluit tot delegatie van bevoegdheid en tekenbevoegdheid voor het administratieve en financiële beheer van de herhuisvestingstoelagen

De Minister die bevoegd is voor Huisvesting,

Gelet op de ordonnantie van 11 juli houdende de Brusselse Huisvestingscode, meer bepaald zijn artikelen 165, 166, 169 en 170;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 maart 1999 betreffende de delegatie van tekenbevoegdheid voor financiële aangelegenheden aan de ambtenaren-generaal van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 25 april 2002;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 16 maart en 29 november 2001, 30 maart, 15 juni, 13 juli en 19 oktober 2006, 19 juli 2007, 22 mei 2008, 22 december 2010, 1 en 30 juni 2011, 3 mei, 12 juli 2012; 7 maart 2013; 18 juli 2013 en van 5 september 2013;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 december 2004 tot instelling van een verhuis- en installatietoelage en een bijdrage in het huurgeld;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 juli 2009 tot vaststelling van de bevoegdheden van de Ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 22 december 2011, 21 maart 2013 en van 7 mei 2013;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 2013 tot instelling van een herhuisvestingstoelage;

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2014/31112]

**31 JANVIER 2014.** — Arrêté ministériel accordant délégation de pouvoir et de signature pour la gestion administrative et financière des allocations de logement

Le Ministre ayant le Logement dans ses attributions,

Vu l'ordonnance du 11 juillet 2013 portant le Code bruxellois du Logement, plus particulièrement ses articles 165, 166, 169 et 170;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 mars 1999 relatif aux délégations de signature en matières financières accordées aux fonctionnaires généraux du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 25 avril 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par les arrêtés du Gouvernement du 16 mars et 29 novembre 2001, 30 mars, 15 juin, 13 juillet et 19 octobre 2006, 19 juillet 2007, 22 mai 2008, 22 décembre 2010, 1<sup>er</sup> et 30 juin 2011, 3 mai, 12 juillet 2012; 7 mars 2013; 18 juillet 2013 et du 5 septembre 2013;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 décembre 2004 instituant une allocation de déménagement-installation et d'intervention dans le loyer;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 juillet 2009 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, modifié par les arrêtés du Gouvernement du 22 décembre 2011, 21 mars 2013 et du 7 mai 2013;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2013 instituant une allocation de logement;